



*Département Opinion
et Stratégies d'Entreprise*



Les Français et l'école

Février 2009

Etude réalisée pour : **Acteurs Publics**

Echantillons : Échantillon de **952** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

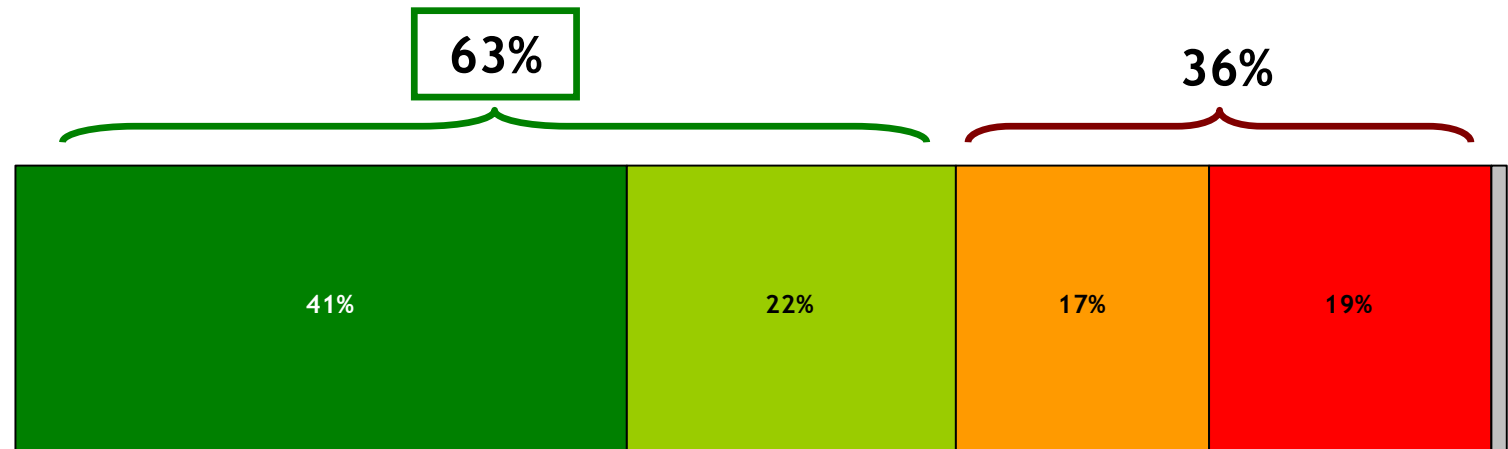
Mode de recueil : Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées.

Dates de terrain : Du 12 au 13 février 2009

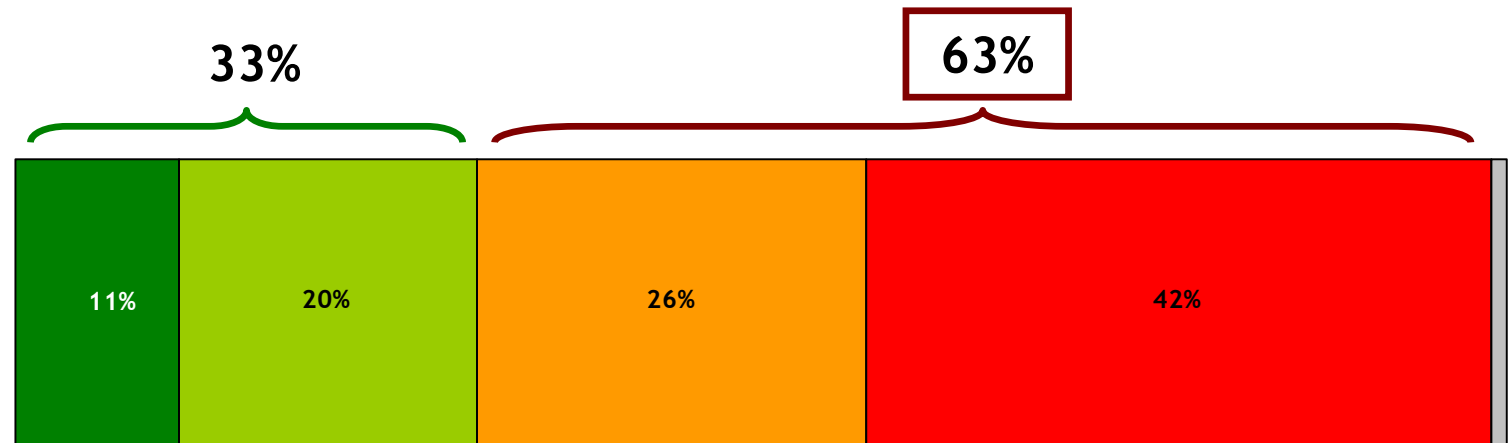
Le jugement détaillé sur les suppressions de postes dans l'Education Nationale

Question : *Personnellement, êtes-vous tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?*

Les suppressions de postes dans l'Education Nationale affaiblissent le système éducatif français



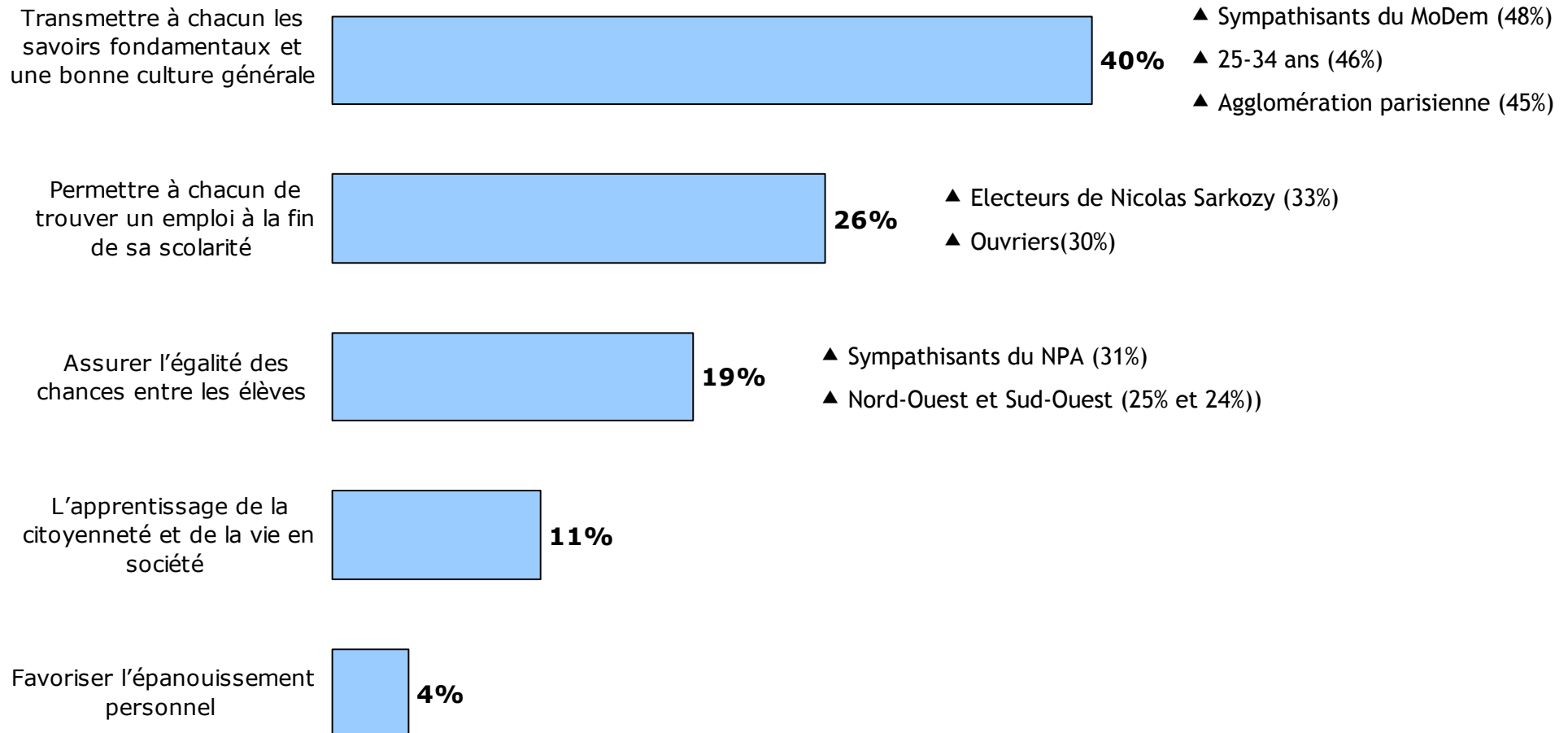
En supprimant des postes dans l'Education Nationale, on peut dégager des fonds pour améliorer la rémunération et les conditions de travail des d'enseignants



■ Tout à fait d'accord
 ■ Plutôt d'accord
 ■ Plutôt pas d'accord
 ■ Pas du tout d'accord
 ■ Nsp

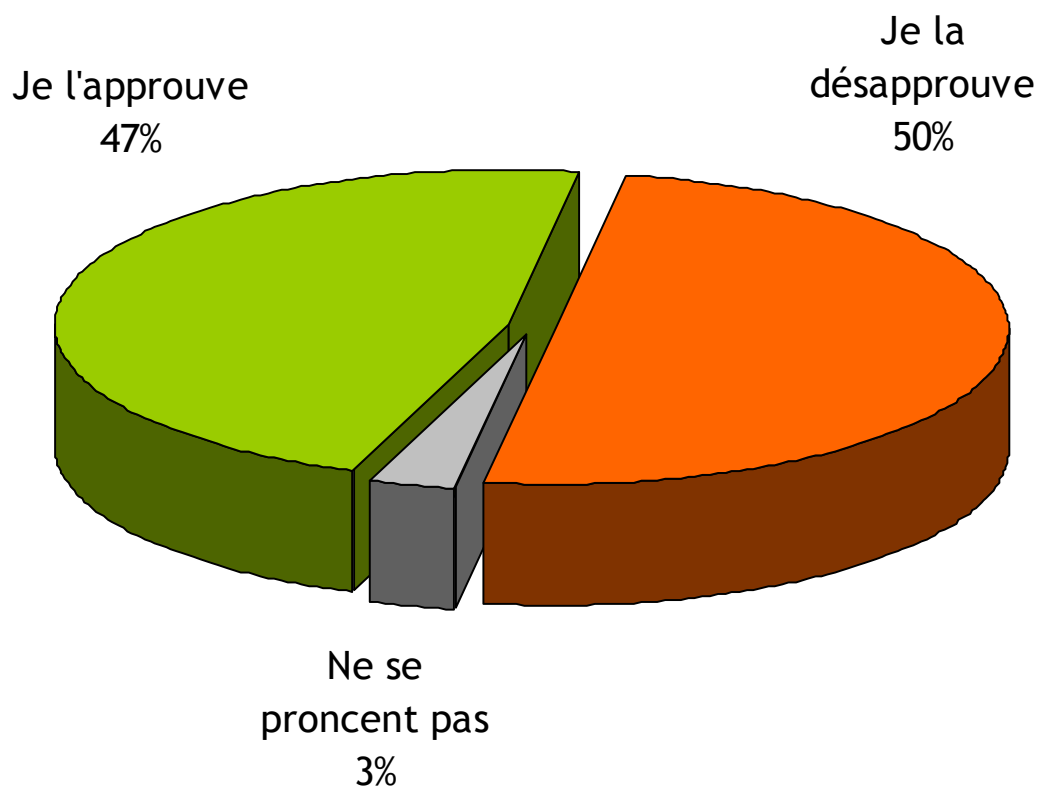
La principale mission assignée à l'école

Question : Selon vous, quelle doit être la principale mission de l'école ?



Question : *Personnellement, approuvez-vous ou désapprouvez-vous la décision du ministre de l'Education de reporter d'un an l'entrée en vigueur de la réforme de la seconde et du Lycée suite aux manifestations de lycéens ?*

- ▲ Cadres, professions intermédiaires (57%, 62%)
- ▲ Sympathisants du PS (52%)



- ▲ Communes rurales (57%)
- ▲ Sympathisants de l'UMP (54%)
- ▲ Employés, ouvriers (58%, 54%)

Reléguée dans la hiérarchie des préoccupations des Français derrière l'emploi ou le pouvoir d'achat, l'Ecole n'en demeure pas moins un enjeu à la fois suivi avec intérêt par les citoyens mais constituant un point de crispation majeur dans l'opinion, au regard de la difficulté rencontrée depuis plus de trente ans par le politique à réformer l'institution scolaire.

Ainsi, les suppressions de poste dans l'Education nationale comme la récente réforme du lycée ont suscité un important débat, tant au sein de la communauté éducative - première concernée par ces mesures - que parmi le grand public mais, surtout, elles ont exacerbé la crise interne de l'institution.

C'est dans ce contexte troublé qu'Acteurs Publics a demandé à l'Ifop de déterminer l'état de l'opinion sur la question scolaire. La réalisation de cette enquête sur le rapport des Français à l'école était donc l'occasion de confronter les personnes interrogées aux principaux arguments avancés par les parties en présence et plus largement de faire le point sur les missions assignées à l'Ecole.

1. Un net rejet des suppressions de postes.

S'agissant des suppressions de postes initiées depuis 2007 par le Ministère, les résultats obtenus s'avèrent particulièrement éclairants. Ils attestent, si besoin était compte-tenu du contexte de fortes tensions sociales dans lequel s'inscrit cette enquête, de l'hostilité dont pâtit aujourd'hui le discours réformateur du président de la République et de son Ministre de l'Education nationale. Ainsi, à peine plus de trois interviewés sur dix (31% exactement) souscrivent à l'argument présidentiel selon lequel en supprimant des postes dans l'Education nationale on peut dégager des fonds pour améliorer la rémunération et les conditions de travail des enseignants. *A contrario*, l'opposition s'avère particulièrement vive et d'une intensité rarement mesurée dans les enquêtes d'opinion : 68% des personnes interrogées réfutent le raisonnement maintes fois avancé par l'exécutif, 42% allant jusqu'à se déclarer « pas du tout d'accord ». Dès lors, les opposants à la suppression de postes dans l'Education nationale bénéficient en toute logique du soutien massif de l'opinion : 63% des interviewés (dont 41% de « tout à fait d'accord ») affirment que cette mesure affaiblit le système éducatif français, 36% exprimant un avis contraire.

Dans le détail, l'hostilité à la suppression de postes dans l'Education nationale ou du moins les doutes exprimés quant à l'efficacité revendiquée de cette mesure se répercute dans la plupart des catégories de population interrogées. Cette tendance de fond ne doit toutefois pas masquer l'existence d'un net clivage générationnel au sein de la population. L'opposition à l'argument présidentiel selon lequel les suppressions de postes permettent d'améliorer la rémunération et les conditions de travail des enseignants est certes majoritaire auprès de l'ensemble des classes d'âge interrogées mais elle passe de 81% (son score le plus élevé) parmi les jeunes âgés de moins de 25 ans à « seulement » 52% chez les plus de 65 ans. De même, une très forte majorité des premiers (80%) considère que cette mesure affaiblit le système éducatif contre une minorité - non négligeable - des seconds (46%).

En revanche et contre toute attente, les différences de perceptions entre salariés du secteur privé et salariés du secteur public s'avèrent minimes voire insignifiantes. A titre d'exemple, 78% des premiers réfutent les bénéfices défendus par Nicolas Sarkozy et Xavier Darcos contre 72% des seconds.

Au final, seuls les sympathisants de l'UMP adhèrent majoritairement aux suppressions de postes dans l'Education nationale, à hauteur de 56% contre seulement 20% chez les sympathisants de l'extrême gauche et 16% chez ceux des partis de la gauche parlementaire. Pour autant, ce résultat ne doit pas masquer le fait que seuls 47% des électeurs de Nicolas Sarkozy au premier tour de l'élection présidentielle du printemps 2007 partagent cette opinion. Signe d'ailleurs d'un certain trouble au sein du socle partisan du président de la République, 48% des sympathisants de l'UMP (et 49% de l'électorat de Nicolas Sarkozy au premier tour de la présidentielle) se révèlent sensibles à l'argument de l'affaiblissement du système éducatif français du fait des suppressions de postes.

2. Des perceptions partagées et défavorables sur le report de la réforme des lycées.

Les Français interrogés se montrent en revanche moins catégoriques sur le report de la réforme de la seconde et du lycée décidé mi décembre 2008 par Xavier Darcos après les manifestations lycéennes. Cette décision partage les personnes interrogées : 47% l'approuvent alors qu'une courte majorité (50%) fait part de sa désapprobation. Dans le détail, on observe un clivage socioprofessionnel très net opposant les catégories moyennes et supérieures (professions intermédiaires, cadres et professions libérales : 54%) soutenant le report de la réforme du lycée aux catégories populaires (ouvriers 54%, employés 58%) qui manifestent leur opposition.

L'analyse des réponses par sous-populations révèle toutefois qu'au delà de cette fracture de l'opinion, le report de la réforme, à savoir la posture médiane adoptée par le Ministère de l'Education - entre retrait du projet et maintien coûte que coûte - ne convainc pas. Ainsi, la décision de Xavier Darcos est désapprouvée et ce pour des raisons sans doute différentes par les personnes âgées de moins de 25 ans comme par les plus de 65 ans (54% dans ces deux segments). Sans doute s'agit-il pour les premiers de contester le report d'un an en lieu de place de l'abandon attendu. Quant aux seconds, ils regrettent probablement le fléchissement perçu face aux manifestations lycéennes.

Ce constat est identique du point de vue politique : le report de la réforme est mollement approuvé par le peuple de gauche : à peine un sympathisant des partis de la gauche parlementaire (51% voire 52% chez les sympathisants socialistes) ou de la gauche radicale (51% et 53% chez les proches du Nouveau Parti Anticapitaliste) approuve la décision du Ministère de l'Education, fortement inspirée, il est vrai, par le président de la République. A l'inverse, 55% des sympathisants de droite font part de leur désapprobation et expriment sans doute eux aussi le reproche dans cette affaire de voir l'exécutif reculer face à la contestation de la rue et perdre de vue le cap des réformes.

3. Des objectifs spécifiques assignés à l'Ecole

Au cœur de ces fractures et clivages qui traversent l'opinion, réside la question de la finalité que chaque individu assigne à l'Ecole. Sur ce point, les Français expriment une hiérarchie claire. En effet, invités à indiquer ce que doit être la principale mission de l'école, les personnes interrogées mentionnent avant tout la transmission des savoirs fondamentaux et de la culture générale (40%). A cet objectif de l'Ecole, directement issu de l'héritage de la Troisième République, répond la mission assignée par plus d'un quart des Français (26%), de permettre à chacun de trouver un emploi à la fin de sa scolarité. Cette finalité devance la nécessité pour l'Ecole de garantir l'égalité des chances entre les élèves (19%), dimension que les débats sur la carte scolaire ou l'aide apportée aux ZEP ont remis au cœur du débat sur l'école.

Viennent ensuite, à des niveaux inférieurs de citations, deux autres missions : l'apprentissage de la citoyenneté et de la vie en société (11%), objectif civique qui dépasse nettement la vision de l'Ecole comme devant favoriser l'épanouissement personnel, citée très marginalement (4%).

Ainsi, la vocation originelle et longtemps quasi unique de l'Ecole, à savoir la transmission des savoirs fondamentaux, demeure essentielle pour une partie importante de l'opinion. Néanmoins, signe d'une évolution de l'opinion, l'objectif professionnel de l'école sous-tendu par le respect de l'égalité des chances est désormais érigé comme une des missions prioritaires de l'institution scolaire. L'analyse des réponses associées à ces représentations des « deux Ecoles » révèle par ailleurs quelques clivages et paradoxes selon les catégories socio-démographiques et les familles politiques.

Ainsi, la génération des 25-34 ans pourtant la plus en prise avec l'enjeu de l'insertion dans la vie professionnelle, met le plus en exergue la vocation originelle de l'Ecole comme lieu d'acquisition des savoirs et de la culture générale (46% contre 24% pour trouver un emploi). S'agissant des catégories socioprofessionnelles, les ouvriers assignent davantage à l'Ecole cet objectif professionnel orienté vers l'emploi tandis que les cadres, les professions libérales et les professions intermédiaires restent davantage attachés à la mission historique de l'Ecole de transmission des savoirs.

Enfin, cet objectif principal associé au système scolaire fait l'objet de nuances selon la sympathie partisane. Ainsi, les proches du Modem (48%), des Verts (45%) de l'UMP (44%) et à un degré moindre les sympathisants socialistes (37%) citent d'abord la mission d'acquisition et de transmission des savoirs fondamentaux. En revanche, les proches de Lutte Ouvrière et ceux du Parti Communiste attendent de l'institution scolaire qu'elle constitue une porte d'entrée dans la vie professionnelle ou qu'elle assure l'égalité des chances. C'est d'ailleurs cette dernière mission que les sympathisants du Nouveau Parti Anticapitaliste mettent le plus en exergue.

Frédéric DABI - Directeur du département Opinion et Stratégies d'entreprise de l'Ifop

Yves-Marie CANN - Directeur d'études au département Opinion et Stratégies d'entreprise de l'Ifop